



Quand l'arbre institutionnel cache la forêt (ultra) libérale

Après près de 80 jours de négociations, les partenaires d'une majorité orange bleue ne sont parvenus à aucun accord. Au moment de relancer leurs contacts, le Mouvement Ouvrier Chrétien les met en garde contre des réformes institutionnelles qui masqueraient une libéralisation sauvage de secteurs entiers de notre économie.

La population attend légitimement que le prochain gouvernement fédéral apporte des réponses concrètes aux problèmes rencontrés par chacun : l'accès à un logement décent, aux soins de santé, à un emploi de qualité, des allocations sociales qui permettent de vivre décemment, un prix raisonnable de l'énergie et du chauffage, pour ne prendre que ces quelques exemples.

Or, le MOC et les organisations qui le constituent n'ont pas trouvé dans les diverses notes déposées par le formateur Yves Leterme tout au long de l'été de propositions précises au sujet de questions aussi importantes que la revalorisation des pensions, la liaison des allocations sociales au bien être, la création d'emploi, la protection du pouvoir d'achat, la lutte contre la pauvreté ou la protection de l'environnement.

Pire, nombre de revendications avancées en matière de réformes institutionnelles cachent en fait une volonté de libéraliser toujours plus, en supprimant toute régulation qui vise à protéger les plus fragiles, en affaiblissant l'Etat et en démantelant les services publics et les secteurs non-marchands au profit du secteur privé. La flexibilité de l'emploi, et les propositions en matière de travail intérimaire, en sont un exemple frappant ...

Cette analyse se trouve confortée par les déclarations d'engagement de certains négociateurs : réductions d'impôts et de cotisations sociales en faveur des entreprises (sans prévoir les compensations nécessaires pour la sécurité sociale), augmentation de la flexibilité du travail, accroissement du contrôle et de l'exclusion des chômeurs, nouvelle réforme fiscale et réductions des moyens de l'Etat.

Enfin, pour ce qui concerne l'urgence climatique et le développement durable, les seules suggestions émises semblent purement cosmétiques et ne touchent pas au cœur du problème : notre modèle de développement et de consommation. De même en matière d'immigration, d'asile et de coopération au développement, on ne trouve pas les objectifs d'une politique humaine et solidaire qui devrait guider le prochain gouvernement.

Aussi, le MOC demande que les futures négociations portent enfin sur les réels enjeux d'avenir et sur les problèmes concrets qui se posent à nos concitoyens.

Quant aux questions institutionnelles, le MOC rejoint la position défendue par son homologue néerlandophone, l'ACW : une nouvelle réforme de l'Etat n'est opportune que si elle améliore le bien-être de tous, et ne peut en aucun cas remettre en cause la solidarité entre les personnes et l'unité de la sécurité sociale.

Thierry Jacques
Président du MOC